



## LE CLIVAGE DROITE-GAUCHE, C'EST FINI ?

L'un rêve de changer d'époque et de voir émerger un nouveau centre. L'autre n'y voit que chaos. Conversation musclée. PHOTOS HANNAH ASSOULINE

**Marianne :** Emmanuel Macron prétend dépasser le clivage droite-gauche. Il se dit « ni de droite ni de gauche », ou plutôt « et de droite et de gauche ». Son succès actuel, c'est l'émergence d'une nouvelle force politique centriste ?

**Jacques Julliard :** Dès qu'on parle de centre, il faut distinguer deux choses. Le centre comme famille politique, c'est une famille minoritaire, mais aussi par des laïques modérés ; bref, par des gens qui, de tout temps, ne se sont reconnus ni dans la droite ni dans la gauche et qui s'affirment explicitement centristes. D'autre part, il y a le centre comme lieu géométrique, c'est-à-dire le point de rapprochement de gens qui ne sont pas centristes, mais en général des modérés de droite et des modérés de gauche. C'est là une formule bien connue sous la IV<sup>e</sup> République sous le nom de « troisième force ». Il y a donc un tripartisme positionnel, qui n'est pas la même chose qu'un tripartisme partisan.

Où se situe Macron ? Ce n'est pas facile à dire, car ses déclarations ne sont pas toujours cohérentes.

Chacune d'entre elles est un commentaire de la précédente, pour la nuancer, tantôt pour la contredire. C'est une difficulté qui explique le caractère à la fois enthousiaste mais aussi friable de son électorat.

**Le centre, c'est donc soit une sensibilité politique minoritaire, soit une combinaison politique ?**

**J.J. :** Une combinaison politique qui comprend des centristes bien sûr, mais aussi des modérés, de gauche et de droite. C'est-à-dire la droite orléaniste républicaine et la gauche sociale-démocrate réformatrice. C'est la formule qui, sous le nom de « concentration », a dominé la III<sup>e</sup> République, mais aussi la IV<sup>e</sup>. Cette troisième force a pour caractéristique de laisser à l'écart les deux extrêmes de la vie politique française. C'est un système qui exclut structurellement les deux bouts de l'omelette. Dans la situation actuelle où l'addition de l'extrême droite et de l'extrême gauche pèse pour un peu plus de la moitié de la population, c'est très fâcheux, car cela interdit toute alternance.

**Jean-François Kahn :** Je suis assez d'accord avec toi là-dessus, mais >



> ça, c'est le hollandisme ! Hollande aussi excluait les deux bouts de l'omelette... Et même de très gros bouts.

**J.J.** : Hollande n'était pas soutenu par la droite modérée. Il n'a jamais pu constituer un bloc centriste parce qu'une partie de sa gauche l'avait abandonné et que la droite modérée ne l'a jamais soutenu.

**J.-F.K.** : Il l'aurait voulu, mais il n'a pas pu ou pas osé...

**J.J.** : Peut-être. Reste à savoir s'il existe un corps de doctrines, de valeurs et de positions politiques propres au centrisme. C'est aussi la question qu'il faut se poser à propos d'Emmanuel Macron. J'aurais tendance à répondre oui dans certains domaines, par exemple la politique européenne, et non dans d'autres.

**Le centrisme, est-ce une illusion dangereuse, comme le dit Jacques Julliard, ou une réalité souhaitable ?**

**J.-F.K.** : Je ne crois pas que ce soit une illusion parce qu'il existe dans de nombreux pays étrangers (il a gouverné en Finlande, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, et j'en passe), et qu'il a existé et gouverné chez nous au temps de la « troisième force ». C'est une réalité, aussi parce que tous les sondages montrent qu'il y a une aspiration réelle de l'opinion, qui s'est amplifiée compte tenu de l'échec de la droite et de la gauche, à dépasser le clivage gauche-droite et à bâtir une force centrale. C'est ce qui explique l'envolée de Macron. Et d'ailleurs, même si le centrisme était forcément minoritaire chez nous, je ne vois pas pourquoi, d'un point de vue démocratique, on refuserait à cette tendance de pouvoir s'exprimer. Je trouve qu'un système qui asphyxie artificiellement cette fraction centrale de l'opinion (mais qui efface également, tout aussi artificiellement, toute représentation du Front national ou du mélanchonisme) est néfaste. On ne peut pas vivre la politique comme une guerre civile, comme on le fait depuis trente ans. A la guerre, on doit mentir, on ne peut pas dire la vérité, on est contre l'ennemi totalement, on lui enfonce la baïonnette dans le bide



et on ne peut pas dire : « *Oui, mais il n'est pas totalement mauvais, il a une femme et des enfants, il y a un peu de torts de mon côté...* » Vivre la politique de façon bipolarisée gauche-droite implique forcément la caricature, le mensonge et in fine la trahison. C'est pour ça qu'un vrai centre (pas un centre bidon, supplétif de la droite) est utile.

Cela dit, personnellement, je ne me définis pas du tout comme centriste. Le centrisme comme milieu, je le récuse parce que, confrontée à la réalité historique, la vérité est rarement totalement ici ou totalement là, elle est quelquefois en haut, autre part, à côté, mais quasiment jamais au milieu. Entre le stalinien et l'antistalinien, elle est totalement du côté antistalinien, fût-il très à droite. Entre le résistant et le SS, elle est totalement du côté du résistant, fût-il communiste.

**J.J.** : Tu dois pourtant reconnaître que ce bipartisme existe dans toutes les grandes démocraties ? Ce n'est donc pas une particularité française.

**J.-F.K.** : Non, le bipartisme peut exister en laissant une place quand même – et c'est le cas dans presque tous les pays aussi – à d'autres forces.

Il faut dire qu'il n'a pas réalisé. Et, en plus, ça a échoué. Où est la gauche et où est la droite quand Jacques Chirac s'oppose à la guerre en Irak et que François Hollande soutient la guerre de Libye ? Quand la SFIO de Guy Mollet soutient la guerre d'Algérie et couvre la torture, et que c'est le général de Gaulle qui négocie pour permettre l'indépendance de l'Algérie ? Il y a un moment où le clivage droite-gauche n'a plus de sens.

Jadis, il a opposé les partisans de la monarchie constitutionnelle aux défenseurs du despotisme, les orléanistes contre les légitimistes, puis les libéraux contre les royalistes. Et puis il y a eu le « moment républicain » et il a fallu recomposer complètement le clivage gauche-droite dans ce cadre-là, entre une droite républicaine et une gauche républicaine. Je pense que nous sommes dans ce moment-là où il faut radicalement recomposer.

Je suis donc hostile à un milieu et favorable à l'aspiration au dépassement, à un « en avant ». Le gaullisme fut un dépassement du clivage droite-gauche. Est-ce que Macron porte un dépassement ? Ça, c'est un autre problème...

## LE GAULLISME FUT UN DÉPASSEMENT DU CLIVAGE DROITE-GAUCHE. EST-CE QUE MACRON PORTE UN DÉPASSEMENT ? ÇA, C'EST UN AUTRE PROBLÈME...

Il y a deux problèmes. Premier problème : moi, je veux bien qu'on structure la vie politique autour du clivage gauche-droite. Mais quelle signification a aujourd'hui ce clivage quand le gouvernement Valls décide de faire une politique économique assise sur deux piliers : l'offre, même pas articulée à la demande, et la compétitivité, axée sur la seule réduction du coût du travail ? Cela va à l'encontre totale de ce dont s'était toujours réclamée la gauche, y compris modérée et sociale-démocrate, et rejoint ce que la droite recomman-

**J.J.** : Je ne suis pas d'accord. Non seulement le gaullisme n'a pas dépassé le clivage gauche-droite, mais c'est au contraire lui qui l'a recréé. De Gaulle a institué deux lois électorales bipartisanes : le scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour les législatives et l'élection du président de la République au suffrage universel. C'est la V<sup>e</sup> République de De Gaulle qui a recréé ce que la IV<sup>e</sup> République avait escamoté.

**J.-F.K.** : Donc, à un moment donné, il faut recomposer intégralement...



**J.J.** : En revanche, la structuration bipartisane est la règle de toutes les grandes démocraties. C'est elle qui organise la politique sur la base de l'alternative entre une majorité et une opposition. Au Parlement anglais, elles se font face sur les bancs. En Allemagne, la structuration bipartisane reste fondamentale. Pourquoi ? Parce que le seul moyen, quand on n'est pas d'accord en démocratie, c'est de se compter en pour et en contre.

**J.-F.K.** : En Angleterre, il y a eu les whigs et les tories, puis les conservateurs et les libéraux, puis l'avènement du travaillisme, et à chaque fois il y a eu recomposition. Quand

la bipolarité. Et la bipolarité se reconstitue autour de l'action gouvernementale. On est pour ou on est contre...

**J.-F.K.** : C'est une bipolarité mouvante, déformante, et qui débouche sur le Brexit alors que les deux partis étaient contre, puis sur la victoire, en Ecosse, d'un parti indépendantiste.

**J.J.** : Le problème du centrisme, c'est celui de Macron. Comment va-t-il faire pour reconstituer un bipartisme inévitable, indispensable, à partir d'un espace politique et intellectuel qui s'étale à la fois sur la droite et sur la gauche ?

**J.-F.K.** : Il y a une très forte aspiration à sortir de cette espèce de cli-

## NON SEULEMENT LE GAULLISME N'A PAS DÉPASSÉ LE CLIVAGE DROITE-GAUCHE, MAIS C'EST AU CONTRAIRE LUI QUI L'A RECRÉÉ.

j'étais jeune, dans la France du début des années 50, il y avait une droite néovichyste, colonialiste et une vieille gauche que ses trahisons avait déconsidérée, etc. L'arrivée du gaullisme a tout recomposé. Et, d'ailleurs, au Parlement, ses élus refusaient de siéger à droite. Du coup, la gauche, elle, a rompu avec la vieille SFIO enlisée dans ses compromissions pour accoucher du PS d'Epinay et de Mitterrand qui créent une vraie force de gauche.

**J.J.** : C'était une recomposition des partis, mais pas de la bipolarité.

**Mais même la bipolarité peut se brouiller, non ? Depuis 2012, on a souvent vu davantage d'oppositions au sein de la famille de la gauche qu'entre la gauche au pouvoir et la droite. N'y a-t-il pas déjà une explosion de la gauche historique traditionnelle ?**

**J.J.** : Il y a une explosion de la gauche, c'est évident ! Mais il n'y a pas nécessairement explosion du bipartisme. Le système électoral construit de

vage gauche-droite artificiel, pétrifié, dont tu admetts, en partie, qu'il ne correspond plus à la réalité. En 2007, il y a eu l'effet Bayrou, avec des sondages qui l'avaient mis à 24 %, et à l'arrivée l'ensemble du système institutionnel et médiatique qui l'a étouffé. En 2002, on l'a oublié, il y a eu Chevènement qui prétendait rassembler les « républicains des deux rives » et qui est monté dans les sondages jusqu'à 14-15 %, puis qui a été étouffé... Et qu'est-ce qu'on a eu ? Bravo : on a eu le Front national. Je dis que ceux (en particulier le système médiatique) qui ont étouffé l'aspiration au dépassement du clivage droite-gauche ont ouvert la voie au Front national. C'est parce qu'on leur a imposé cette bipolarité, cette bipolarité de plomb qui ne correspondait plus à aucune réalité, que les électeurs qui n'en pouvaient plus s'en sont libérés et ont été vers le Front national.

**J.J.** : Bayrou n'a été étouffé par personne ! Il s'est étouffé lui-même !

**J.-F.K.** : Qui s'est étouffé le plus, lui ou Hollande et Sarkozy ?



**Si les institutions empêchent ce dépassement, ça veut dire que Macron va échouer ?**

**J.-F.K.** : Ça rend, en effet, son entreprise compliquée. Mais ce n'est pas parce qu'un système est conçu pour empêcher quelque chose qu'il ne finit pas par exploser ! Regardez votre chère social-démocratie, elle gouvernait et elle n'existe plus en Israël, en Hongrie, en Pologne, en Grèce, au Japon, aux Pays-Bas, en Autriche, et en Espagne elle s'affaïssait. La social-démocratie, c'est comme l'orléanisme : ça a apporté beaucoup de progrès, on lui doit beaucoup, mais, comme l'orléanisme, il y a un moment où l'on ne peut plus s'y accrocher.

**J.J.** : Je suis en désaccord. La social-démocratie est en crise partout, et pourtant que réclament les peuples ? L'idéal social-démocrate, c'est-à-dire un maximum de prévoyance sociale à l'intérieur d'une économie de marché. La social-démocratie comme parti est vaincue parce que le capitalisme a pris le dessus d'une manière massive et refuse désormais de redistribuer. En revanche, l'idéal social-démocrate, c'est celui dans lequel se reconnaissent 80 % des Français ! Que demandent les travailleurs chinois, indiens, brésiliens ? Un régime social-démocrate !

**J.-F.K.** : Ce que tu viens de définir ça s'appelle le « social-libéralisme ». L'échec de la social-démocratie, c'est vrai, est la conséquence d'un capitalisme déchaîné. Mais son drame, c'est qu'en France et ailleurs on lui a fait le reproche de ne pas s'être adaptée au nouveau cours qu'est la mondialisation néolibérale. Et, comme elle n'a pas été capable de lui trouver une alternative, elle a fini, en effet, par s'y rallier au moment où sa perversité devenait flagrante. C'est la raison de son naufrage.

**J.J.** : La différence entre la social-démocratie et le social-libéralisme, c'est que les sociaux-démocrates ont historiquement refusé le socialisme autoritaire et qu'ils acceptent l'économie de marché, mais pas la société de marché, comme disait Jospin.

**J.-F.K.** : Ils ne reconnaissaient pas la société de marché, mais ils l'ont >



➤ couverte. C'est pour ça que je pense que le mot de « réformiste » n'a plus de sens. La dynamique néo-capitaliste a une efficacité et une violence telles qu'on n'arrive plus à la corriger. Donc, faire des réformes ne suffit plus. Il faut d'abord casser la logique perverse et dangereuse du capitalisme non pas libéral mais néolibéral.

**J.J.** : Hollande a eu tort de reculer lorsqu'il a renoncé à lutter contre la domination du capitalisme financier sur le capitalisme industriel. Il s'était engagé à lutter contre le pouvoir des banques et il ne l'a pas fait. Il faut reconstituer une gauche, appelons-la sociale-démocrate, réformiste, comme on voudra, capable de renationaliser le système bancaire parce que la domination du capitalisme repose sur la domination du système financier. C'est là que Hollande est coupable : comme politique je condamne, comme historien je l'acquiesce parce qu'il n'en avait pas les moyens.

**J.-F.K.** : Je vais te poser une question pour revenir sur cette idée de bipolarité que tu juges indépassable. D'un côté, tu as un bloc de gauche avec en son sein des gens qui sont en désaccord sur tout : l'Europe, le capitalisme, la finance, la politique étrangère, la Russie, etc., mais ça ne fait rien, c'est le bloc de gauche et ils vont gouverner ensemble... Avec les conséquences que l'on sait. À droite, même chose, il y a des libéraux, des étatistes, des proeuropéens, des anti-européens, des pro-Poutine, des anti-Poutine, etc. Là aussi, ça ne fait rien... Ils gouverneront ensemble. Ne serait-il pas plus cohérent de bâtir un projet autour duquel se rassembleraient ceux qui adhèrent, d'où qu'ils viennent ?

**J.J.** : Je vais vous surprendre, mais c'est un fait : jamais la gauche n'a été aussi peu séparée idéologiquement qu'aujourd'hui ! Il y avait plus de différences entre Mollet et Thorez qu'il y en a aujourd'hui entre Hollande et Mélenchon ! C'est évident...

**J.-F.K.** : Justement, Mollet et Thorez n'ont pas gouverné ensemble, ils en ont tiré la conséquence.

**J.J.** : Ils ne pouvaient pas, alors que

les socialistes et les communistes ont bel et bien gouverné ensemble sous Mitterrand. Le désaccord intellectuel fondamental a disparu à gauche, il n'y a plus de révolutionnaires. Ni Mélenchon ni Hamon ne réclament la révolution.

**J.-F.K.** : D'ailleurs, c'est Macron qui a écrit un livre qui s'appelle *Révolution*. [Rires.]

**J.J.** : C'est une mystification complète.

**J.-F.K.** : C'est vrai, son centrisme n'a rien de révolutionnaire. En revanche, le vote Macron s'apparente à un vote révolutionnaire malgré lui. S'il est élu, ce qui n'est pas sûr, car le ralliement de Valls est mauvais pour lui, la droite explose, le centre explose, la gauche explose, les institutions explosent, et il faut tout recomposer... Vous êtes contre ?

**J.J.** : Personnellement, je le souhaite, mais toujours dans un cadre bipartisan, parce que moi, je suis un traumatisé à vie de la IV<sup>e</sup> République.

**Si on observe aujourd'hui le paysage politique, ne serait-il pas logique de dépasser les frontières des partis, qui enferment des gens en désaccord sur tout, pour une construction tripartite qui rassemblerait la droite du parti Les Républicains - comme Laurent Wauquiez - et le FN de Marine Le Pen ; la gauche de Mélenchon et celle de Hamon ; et au milieu un ensemble, disons Juppé-Macron-Valls, qui aurait vocation à travailler ensemble. Cela ne serait-il pas plus cohérent et plus sain intellectuellement ?**

**J.J.** : C'est une construction qui nous mène à une catastrophe !

**Pourquoi ?**

**J.J.** : Parce que la moitié de la France serait en dehors de l'arc démocratique gouvernemental. Mon constant reproche au centrisme, c'est qu'avec le rassemblement des gens bien, pensant juste, généreux même, mais éliminant ces affreux gauchistes et ces affreux fascistes, la France devient ingouvernable et



ne peut déboucher, comme ça a failli être le cas en 1958, que sur la guerre civile. Il a fallu un *deus ex machina* qui s'appelait de Gaulle pour nous épargner la guerre civile qui était à nos portes... Dans un pays où la politique est toujours proche de la violence, je redoute plus que tout cette espèce d'ostracisme à l'égard des extrêmes. Je pense que c'est comme sous l'Empire austro-hongrois. « *Gardez vos hordes, nous garderons les nôtres.* » avait dit un Premier ministre autrichien à ses homologues hongrois. Voilà le centrisme ! Le jour où le système austro-hongrois est devenu tripartite, il a explosé, et ce fut la Guerre de 1914.

**Macron, c'est le retour au désastre de la Guerre de 1914 ?**

**J.-F.K.** : C'est justement parce que je suis d'accord là-dessus avec Jacques Julliard que je suis favorable au scrutin proportionnel, pour que, justement, les extrêmes puissent s'exprimer ! Alors que Jacques défend bizarrement un système avec un scrutin électoral qui empêche les extrêmes de s'exprimer... C'est contradictoire comme propos.

Faire un gouvernement des « modérés » qui dit : « *On prend la droite de la gauche, on prend la gauche de la droite, et quelques centristes* » (la ligne Valls), ce serait, en effet, catastrophique. Là, je rejoins absolument Jacques. L'enjeu, c'est de dépasser les clivages pour se projeter énergiquement et se fixer comme objectif la transformation réelle, profonde, d'un système injuste, insupportable, de façon à entraîner également des électeurs venant du FN et de la gauche radicale ; ce n'est pas de se réfugier dans un entre-deux





## “SI MACRON EST ÉLU, LA DROITE EXPLOSE, LE CENTRE EXPLOSE, LA GAUCHE EXPLOSE, ET IL FAUT TOUT RECOMPOSER... VOUS ÊTES CONTRE ?” J.-F.K.

favorisant effectivement un gonflement des deux extrêmes.

**J.J.** : Je vais faire une concession à Jean-François. Le système majoritaire permet un bon gouvernement, il ne permet pas un bon Parlement. Il faut distinguer les deux. Moi, je suis pour la représentation proportionnelle intégrale à une seule condition, c'est que le gouvernement, le pouvoir, l'exécutif, ne soient plus responsables devant le Parlement. C'est le système américain. Il n'est pas antidémocratique. Simplement, il distingue la fonction législative et la fonction gouvernementale, et il cesse de faire de l'exécutif une simple émanation du législatif. Cent cinquante députés Front national, 110 députés mélenchonniens et une majorité macronienne au milieu, cela ne me gêne pas, même si cela ne m'enchant pas. A condition que le gouvernement ne soit plus responsable devant le Parlement. Autrement dit, il faut et il suffit de supprimer le poste de Premier ministre. Dès lors, le gouvernement n'est plus responsable, mais l'exécutif n'a plus, de son côté, le droit non plus de dissoudre le Parlement. Si l'on ne veut pas aller jusque-là, on peut tout à fait admettre que tout parti qui arriverait à 5% des voix aux législatives ait automatiquement des députés, hors contingent, hors territoire, de telle manière que chaque parti désigne cinq ou 10 de ses représentants pour le Parlement. Cela a déjà existé sous la III<sup>e</sup> République, sous la forme des sénateurs inamovibles. On avait créé cette institution pour permettre à des sensibilités qui n'étaient pas automatiquement représentées dans le système électoral d'être présentes au Parlement. Il n'est pas normal

en effet que Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen, François Bayrou, ne soient pas représentés au Parlement, et que le débat parlementaire se déroule à la télévision.

**J.-F.K.** : Ça n'existe nulle part... Je ne suis pas d'accord, mais, au moins, on innove. Là où je suis d'accord avec toi, plus exactement maintenant parce que tu n'as pas toujours été sur cette ligne-là, c'est pour dire qu'on ne peut pas continuer avec des scrutins purement majoritaires, ajoutés à l'élection du président de la République au suffrage universel. Il faut ouvrir à une très large part de proportionnelle. Le scrutin majoritaire à deux tours provoque l'abstentionnisme : il y a des régions entières qui sont tellement de droite que tu n'as plus envie de voter si tu es de gauche, et tu as des régions entières qui sont tellement de gauche que, si tu es de droite, tu ne votes plus parce que ça ne sert à rien. D'autre part, il encourage l'absentéisme au Parlement. Le scrutin majoritaire donne des superconseillers généraux et non des législateurs. Et ça débouche sur une représentation parlementaire médiocre, avec des imbéciles comme Bruno Le Roux ou Christian Jacob devenant présidents de groupe. Je souhaite, moi, que l'on revienne à la lettre de la V<sup>e</sup> République avec une bonne part de proportionnelle.

**J.J.** : Toi qui dénonces dans les partis une sorte d'effondrement de l'idée démocratique, avec la proportionnelle tu vas leur donner tout le pouvoir !

**J.-F.K.** : Parce que ce ne sont pas les partis qui ont le pouvoir aujourd'hui ? Depuis trente ans, c'est l'UMP puis Les Républicains, d'un côté, le PS et son appareil, de l'autre, qui gouvernent. Un candidat qui n'est pas issu d'un de ces deux partis, s'il veut s'imposer, il faut qu'il

fasse 51% des voix. Sans le soutien d'un parti ? C'est le principe du scrutin majoritaire : 49% = 0. De Gaulle à 49% = 0. Mendès France à 49% = 0... Or, à la proportionnelle, il n'y a pas besoin d'un parti pour faire une liste et avoir des élus si on obtient 30%. Tocqueville, Guizot, Arago, Hugo, Lamartine députés, ce fut grâce à des scrutins de listes.

**J.J.** : Le système uninominal a toujours, historiquement, permis une diversité, ça a été le cas tout au long de la III<sup>e</sup> République, cette diversité était regroupée dans la gauche et dans la droite, mais il y avait une très grande variété à l'intérieur de chacun des camps. Avec le système proportionnel, c'est le parti qui constitue les listes. En revanche, l'idée que l'exécutif doit absolument être responsable devant le législatif est une idée des vieux républicains racornis qui n'ont pas compris ce que c'était que le pouvoir !

**J.-F.K.** : Alors je suis un vieux républicain racorni... Fais attention à cet argument parce que les staliniens et les fascistes ont toujours traité ceux qui les accusaient de « totalitarisme » de « vieux démocrates racornis et dépassés ». *[Rires.]*

Si je remets en cause la bipolarité institutionnalisée, c'est aussi parce qu'elle débouche sur un binarisme généralisé. Tout devient binaire. Je suis en désaccord total avec Macron quand il oppose les conservateurs et les progressistes. Je pense que tout homme sensé et équilibré est progressiste et conservateur à la fois. On a forcément dans le cerveau quelque chose de réactionnaire, même si on est progressiste. Le binarisme veut dire qu'il faut choisir entre liberté et sécurité, entre l'ouverture et la fermeture, entre l'austérité et le laxisme financier... C'est absurde ! Il faut les deux... >



> Il y a une hypothèse, qui n'a rien d'assuré, selon laquelle le second tour de la présidentielle pourrait opposer Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Dans cette configuration, est-ce qu'un clivage vertical, le bas contre le haut, le peuple contre les élites, remplacerait le clivage horizontal droite-gauche ?

**J.J. :** Nous avons déjà connu cette configuration en 2002 et Jacques Chirac n'en a pas tiré les conséquences. Il a battu Le Pen avec 82 % des voix et beaucoup lui ont reproché d'être revenu dès le lendemain au système bipartisan. Mais je ne crois pas qu'une élection issue d'une coalition anti-FN soit condamnée à accoucher d'une coalition d'union nationale. Ce barrage anti-FN ne peut pas être un principe durable. Même si Emmanuel Macron était élu dans ces conditions, il verrait vite se reconstituer une gauche contre lui, car il est condamné à être un chef de pouvoir de centre droit.

Notre pays rencontrera demain deux problèmes majeurs : d'une part, la France se désindustrialise et se tiers-mondise progressivement ; d'autre part, elle sera dans les vingt ans à venir un pays d'immigration massive. Lorsque le Maghreb explosera – en particulier le jour où Bouteflika sera officiellement mort – nous aurons une pression migratoire considérable sur la France. Nous aurons alors besoin d'un gouvernement qui soit à la fois européen et fort. Sinon, le risque de guerre civile existera. C'est pourquoi je suis hostile à tout ce qui affaiblit trop le pouvoir exécutif.

**J.-F.K. :** Le système bipolaire strict étant un système de guerre civile froide, il y a toujours un danger que cette guerre civile froide débouche sur une forme de guerre civile chaude. C'est pourquoi je récuse non seulement l'actuel système bipolaire, mais aussi les tentatives de lui substituer toute forme de binarisme : le haut contre le bas, les « patriotes » contre les « mondialistes », immigration libre ou frontières closes, laïcité « ouverte » contre laïcité



« fermée ». Je suis contre l'austérité récessionniste version Fillon qui casserait l'économie, mais je ne suis pas pour ceux qui, en face, proposent à la fois, comme Hamon, de ne pas payer les dettes et de laisser filer les déficits. Nous sommes confrontés à deux folies, avec la certitude d'ailleurs que ni l'une ni l'autre ne verront le jour car ce sont deux folies...

Surtout, chapeautant tout cela, je suis hostile à l'idée d'une centralité de l'argent dominant toute la société comme à celle d'une centralité de l'Etat. Le projet qu'il faut que l'on construise, c'est une remise en cause radicale de ces deux centralités pour remettre l'humain au centre.

**J.J. :** En somme, tu es pour le parti unique ? Tu ne veux pas l'imposer par la force, mais tu veux l'imposer pas la persuasion... Tu n'y arriveras pas... Macron se trouverait demain exactement devant les mêmes problèmes que François Hollande. Sur la plupart des sujets, il n'a pas tranché une laïcité « molle » ou « dure », le libéralisme ou la social-démocratie, la culture française ou le multiculturalisme... Son programme est une accumulation de propositions sympas mais souvent contradictoires, et je crains qu'il n'ait pas de parti cohérent pour le soutenir.

**J.-F.K. :** Je crois, malgré tout, qu'il vaut mieux des gens qui viennent d'horizons différents, qui n'appartiennent pas forcément au même parti, mais qui sont d'accord sur un projet – c'est Mendès France faisant la paix en Indochine ou de Gaulle faisant la paix en Algérie en regroupant des gens venant de la gauche comme de la droite – plutôt que d'essayer de faire gouverner ensemble des gens qui sont en désaccord sur l'essentiel.

#### BARRAGE ANTI-FN

« Même si Emmanuel Macron était élu dans ces conditions, il verrait vite se reconstituer une gauche contre lui, car il est condamné à être un chef de pouvoir de centre droit », affirme Jacques Julliard.

**Au fond, Hollande et Valls absents et Hamon étant sur une autre ligne, Macron, c'est le seul représentant de la social-démocratie dans cette élection ?**

**J.J. :** Non, il n'y a pas de social-démocratie en dehors du peuple. Or, la construction Macron regroupe des élites autour de positions médianes, mais les classes populaires en sont écartées. Elles sont près de 50 % chez Marine Le Pen, un petit peu chez Mélenchon et le reste dans l'abstention.

**J.-F.K. :** Macron, en matière programmatique, est plus droit dans ses bottes que Fillon. Mais son vrai problème, c'est que dans presque tous les domaines, sauf sur la nécessité de dépasser les clivages gauche-droite, ses positions sont en décalage avec une majorité de l'opinion. On peut le juger courageux et dire qu'il a raison d'affronter l'opinion. Il n'empêche que, sur le libéralisme économique, son refus de percevoir la spécificité absolue du néolibéralisme mondialisé, son socialisme, l'Europe, les relations avec l'Allemagne, l'accueil des migrants, l'ouverture aux autres cultures, etc., dans tous ces domaines, il affronte une majorité de l'opinion. C'est exactement le drame qui fut celui de Pierre Mendès France.

**J.J. :** C'est vrai. Dans la société civile, on disait que Mendès France proposait des solutions raisonnables. Mais il n'avait pas d'appui populaire. Le peuple était au Parti communiste ou à droite, pas chez Mendès. C'est pourquoi il n'a tenu que sept mois. C'est le même danger qui menace Macron. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC DECOUTY ET RENAUD DÉLY